



Centre de Commandement Opérationnel COVID-19 (CCO) à Paris. De gauche à droite : le Ministre de l'Industrie et de la Distribution, M. Tiararivo Razafimahefa, le Représentant Résident du PSYD, M. Marc Doucet, le Commandant Résident par intérim de l'unité des Nations Unies à Madagascar, M. Christian Solère. Lors des premiers échanges des hauts responsables de CCO grâce à l'outil de télécommunication Zoom, via les grands écrans situés dans le hall du Ministère de l'Industrie et de Commerce.

## PHOTO PLUS GRANDE [ICI](#)

Avec l'élection d'Andry Rajoelina à la Présidence de Madagascar, en 2018, personnellement, en tant que citoyen, j'étais enthousiasmé car, enfin, les slogans « gouverner c'est prévoir », « bonne gouvernance », et « transparence » vont être effectivement mis en pratique. Hélas, au fil des mois, celles et ceux à qui ont été confiés des postes de responsabilité ne sont toujours pas sortis de l'ornière de l'administration coloniale dans laquelle ont dominé la bureaucratie du mépris, le « privilégisme », le recours aux intermédiaires, le clientélisme et la corruption. On appelle « privilégisme » les innombrables « avantages de fonction » propres à la bureaucratie coloniale : au-delà des salaires doublés grâce aux indemnités, tout était dû aux administrateurs : le logement, la domesticité, les moyens de déplacements, les dons et présents en nature des populations, les services gratuits, les maîtresses... Si tout cela a perduré bien après le retour de l'Indépendance, cela existe-t-il encore en 2020 à Madagascar ?

Par ailleurs, Sous l'administration coloniale, la « chefferie administrative » a aussi été établie. Elle a constitué une innovation coloniale majeure. L'administration coloniale nommait les chefs - « Sefo » -

- (de village et de canton, parfois de province), les rétribuait, définissait leurs attributions, les supervisait. Le patrimonialisme (forme de gouvernance dans laquelle tout le pouvoir découle directement du leader) inhérent à la chefferie impliquait l'absence de toute comptabilité. Pas de budget, pas de comptes. Mais, au-delà des comptes au sens strict, les chefs échappaient à toute «

*accountability*

». Ils étaient en effet nommés à vie par l'administration coloniale, et n'étaient donc soumis à aucun contrôle de la part de leurs « sujets ». La seule menace qui planait sur eux était la révocation, s'ils déplaisaient trop au commandant de cercle ou au gouverneur, ce qui explique sans doute le fait que les chefs aient, dans leur très grande majorité, toujours penché du côté du régime colonial. Cette complaisance avait pour contrepartie le fait qu'on leur laissait les mains libres en matière de politique locale. Toute contestation du chef par ses sujets était

susceptible de se retourner contre ceux-ci. Une mise en cause du chef par la population pouvait être assimilée à une insubordination. Le chef a toujours raison, même s'il a totalement et manifestement tort. La période coloniale est fertile en cas de ce genre, où le commandant de cercle emprisonnait les malheureux paysans qui avaient osé porter plainte contre leur chef de canton. La chefferie relevait ainsi d'une culture de l'impunité (in institut-gouvernance.fr).

Libre à vous, à présent de faire une comparaison avec notre époque actuelle. Mais il s'agissait uniquement de vous prouver qu'en matière de gouvernance à Madagascar, il n'y a pas de hasard. Tout a une racine difficile à extirper... Mais ce n'est pas le sujet du jour, qui est l'actuel ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation Tianarivelo Razafimahefa. C'est à 27 ans, en 1997, qu'il est entré dans l'administration malagasy. Parmi ses trop nombreux domaines de compétences : la Communication institutionnelle, la Bonne Gouvernance, les NTIC. Et parmi ses connaissances et expériences, on peut lire : Maîtrise des procédures et systèmes des Marchés Publics. Mais c'est formidable tout ça ! Oui, mais il y un « mais » comme dirait le charpentier (« *indro kelin'ny mpandrafitra* »).

En tant que personnalité publique -au pouvoir qui plus est-, lui qui a été nommé en juin 2018, c'est-à-dire il y a plus de 2 ans déjà, ne sait-il toujours pas qu'il ne sera jamais à l'abri d'attaques en tous genres ? Des Michel Razafy (nom de celui qui a publié la facture AUTHENTIQUE de TED sur Facebook, le vendredi 14 août 2020) il y en aura toujours, mercenaires ou pas. En passant, il existe actuellement plus d'une dizaine de comptes à ce nom sur Facebook. Et des attaques de ce genre, il y en aura toujours pour toutes les personnalités au pouvoir ou pas, y compris moi, et à commencer par le Président Andry Rajoelina qui, lui, respecte la liberté de presse et d'opinion, ce qui enragent ceux qui veulent toujours être plus royalistes que le roi mais qui font perdurer l'héritage de l'administration coloniale, hélas aussi.

Si j'étais le ministre Tianarivelo Razafimahefa, voici comment j'aurai procédé dès le samedi 15 août 2020, lendemain de la publication de cette facture de la société TED. Mais je l'aurai même déjà fait juste après l'achat, avec l'argent émanant du PNUD, des matériels spécifiques, en mars 2020. Etant donc spécialiste dans les domaines décrits plus haut, en tant que premier responsable du CCO, voici le texte que j'aurai préparé, destiné à la presse.

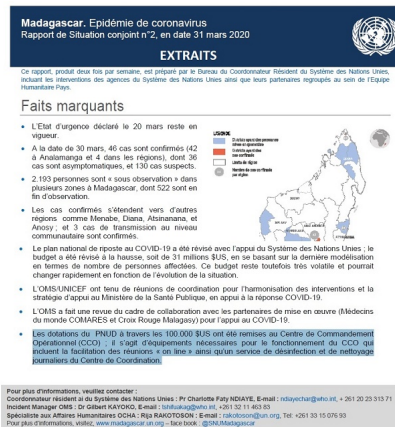
## **Lutte contre la COVID-19 à Madagascar**

Le Président Andry Rajoelina a annoncé, le samedi 21 mars 2020, la décision prise en Conseil des Ministres d'instaurer un état d'urgence sanitaire d'une durée de quinze jours afin d'endiguer

les risques d'épidémie au pays.

Un centre de commandement opérationnel Covid19 (CCO) dirigé par le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a immédiatement été mis sur pied, associant tous les secteurs. Ce centre constitue le bras armé de la réponse à la pandémie de COVID-19 en assumant de manière efficace et efficiente son rôle de pilotage, de coordination et d'harmonisation des acteurs et des actions. Parmi les partenaires issus du système de l'ONU, citons le Programme des Nations Unies pour le Développement ou PNUD.

La réponse du PNUD à Madagascar s'articule autour de trois objectifs: Aider le pays à se préparer et à protéger les populations contre la pandémie et ses impacts ; réagir lors de l'épidémie ; se remettre des impacts économiques et sociaux dans les mois à venir. Ces phases se déroulent simultanément et sont interconnectées.



Aussi, dans le cadre de son mandat d'appui à la gestion des risques et des catastrophes, le PNUD a alloué 3,5 millions de dollars du PNUD pour les intrants sanitaires, et **100.000 dollars pour la coordination afin de contribuer au Plan national de riposte au coronavirus**

. Par ailleurs,

**une dotation**

**en matériels informatiques, de vidéosurveillance et de téléconférence**

a été apportée au CCO pour soutenir l'efficacité de cette structure. Ce soutien s'inscrit dans le

cadre de l'appui coordonné des agences du Système des Nations Unies à l'État malagasy pour **prévenir et contenir les risques de propagation du COVID-19 à Madagascar en tirant partie des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).**

Malheureusement, je ne suis pas le ministre Tianarivelo Razafimahefa qui a apporté plus encore d'eau dans le moulin de l'imbécilité incarnée par tous les Michel Razafy sur Facebook, en se posant en victime et en mélangeant don et dotation. « *Je fais l'objet d'une cabale* », a-t-il déclaré aux médias, le 16 août. Mais nous faisons tous l'objet d'une cabale, à commencer par le Président de la république, mon vieux ! Mais il a fait pire : il a politisé l'affaire en ayant dit :

« *En réalité, on veut m'abattre à l'approche du remaniement* »

. Il est aussi devenu devin, ma parole ! A moins que cela ne s'appelle tout simplement de l'ambition...

Dans cette âpre lutte contre le Covid-19, le Président Rajoelina a-t-il vraiment le temps de songer à un « remaniement » ? C'est donc çà l'urgence « là-haut », en ce moment ?... En passant, voici la définition exacte de « cabale », lue dans le dictionnaire Larousse :

Manœuvres, intrigues qui visent à provoquer le succès ou l'échec de quelqu'un, d'une pièce, etc. ; ensemble de personnes qui soutiennent ces manœuvres.

Il ne serait pas un peu paranoïaque sur les bords le monsieur Tianarivelo, ministre de l'Intérieur de Madagascar ?

Par ailleurs, il y a une nuance entre « don » et « dotation », entre donner (« *manome* ») et doter (« *mamatsy* »)

)

.

Le PNUD parle bien de dotation et non de don ni de donation (« *fifamindram-pananana* »)

)

.

A présent, aller voir un bon dictionnaire pour compléter votre connaissance sur ces termes. Là où le Michel Razafy a commis la grossière erreur qui a révélé sa véritable intention de nuire, patentée ou non, c'est cette histoire de

« *blanchiment d'argent* »

du côté de la Commune d'Ambatolampy, soit-disant perpétrée par l'épouse du ministre Razafimahefa, Tsanta, qui travaille chez TED depuis 2005. Il suffit d'aller à Ambatolampy, à 69 km d'Antananarivo, pour abattre ce lamentable mur d'inepties patentées à coup sûr.

Ce qui est certain, c'est que le PNUD fait partie des nombreux clients de la société TED-existant depuis 1995- qui lui font confiance. La facture -pas fausse du tout- que le Michel

Razafy a publié démontre tout simplement son idiotie car à vouloir trop en faire, on tombe soi-même dans un trou sans y avoir été poussé. Le ministre, lui, ne sait pas s'il va porter plainte ou non. Si j'étais encore à sa place, je ferais en sorte que le Bianco et le service cybercriminalité des forces de l'ordre fassent une enquête. Nous sommes dans un Etat de droit et la victimisation d'un électron -qui semble être libre- n'a jamais solutionné quoi que ce soit et, bien au contraire, éclabousse tout le régime y compris le Président Andry Rajoelina qui demeure la seule et unique cible de ce genre de fake news dont sont friands les moulins à parole incapables d'actes mémorables et impérissables (après leur mort minable) pour la Nation malagasy. Je répète : je ne dis pas que la facture est fausse. Non, elle est authentique, datée du 31 mars 2020 (tous les matériels achetés ont été livrés le 25 mars 2020) mais publiée intentionnellement sur Facebook le vendredi 16 août 2020, et accompagnée d'un texte pour débiles mentaux. A la lecture des commentaires, ces débiles sont nombreux, hélas, mille fois hélas : ici règne la culture de la haine, de la jalousie, de la bêtise humaine et de la méchanceté gratuite. Leurs auteurs seront vraiment seuls dans leur tombe...

Personnalité publique, le ministre de l'Intérieur -et même tous ces pairs- n'ont-ils donc jamais appris à anticiper le cours des choses ? D'où vient la fuite ayant permis la publication de cette pièce comptable ? Apprenez que si les murs ont des oreilles, les ordinateurs sont très vulnérables avec des logiciels de piratage ultra performants... Et le fait de faire du mal à autrui attire beaucoup d'adeptes... Il paraît même que c'est la seule raison d'être et de vivre de quelques passants qui ne font que passer avant de trépasser dans l'anonymat le plus complet. Par ailleurs, les pompiers de service, nuls en stratégie de communication, et pour bien se faire voir par le « *Sefo* », ont ajouté à la confusion : d'abord que c'était un faux ; ensuite que les noms sont comme des champs d'arachides ( « *ny anarana tanim-boanjo* » ) ; enfin ils ont sorti des tableaux comparatifs de prix en francs CFA et en Euros. Mais bandes de constipés, la communication ce n'est pas de défendre le ministre à tout... prix !

Si le « gouverner c'est prévoir » existait bel et bien à Madagascar, l'achat de ces matériels chez TED aurait été expliqué en mars 2020. Et surtout leur destination, en toute transparence. Le Michel Razafy, lui, a l'habitude d'acheter du matériel d'occasion et/ou volé au quartier « Petite vitesse », sans facture. Une méga-télé à écran plat à plus de 23 millions d'ariary, c'est le rêve absolu pour lui. Mais pour le système des Nations Unies, c'est le strict minimum pour effectuer des visioconférences sans avoir de problèmes style 26 juin 2020 sur l'avenue de l'Indépendance...

Qui doit avoir le dernier mot dans cette énième affaire dont il est, reste et demeure la cible réelle ? Mais le Président Andry Rajoelina, bien évidemment ! Par expérience, et à la base de l'administration coloniale, je suis sûr que tous -il y a heureusement des exceptions confirmant toute règle, mais qui se taisent- lui disent que tout va bien dans le meilleur des mondes. C'est cela qui est faux, archi-faux. Voici un exemple. Le coronavirus sévit encore mais les dates des

examens scolaires ont été arrêtées. Qui osera dire au Président Rajoelina qu'il serait plus judicieux de les reporter d'une quinzaine de jours ? Car ni les parents, ni les lieux d'examen ne sont près à quelques jours de l'échéance. Et qui va se faire attaquer pour mauvaise gouvernance ? Le Président de la république, *of course*. Quelle est alors la situation qui semble prévaloir ? Un chef d'Etat qui semble avoir une confiance aveugle en des personnages qui, en fait, n'ont aucune imagination, ont peur de prendre des initiatives, car ne sont pas sûrs d'eux (ils ont surtout peur de perdre leur place et leurs avantages... coloniaux), et attendent des ordres qu'ils donneront à exécuter par des subalternes. L'idée des comités

« *Loharano* »

dans les

« *fokontany* »

(quartiers), en avril, n'était pas mauvaise en soi mais, en ce mois d'août, personne ne sait ce qu'ils sont devenus. Pourquoi ? Savez-vous lire, oui ou non ?

Dans toutes ces histoires parfaitement évitables, quel est mon rôle ? Excellente question ! Je fais du journalisme et je n'ai pas à plaire ou déplaire à X, Y ou Z. Je m'informe avant de vous informer, pour remettre les choses en place et laisser des vérités vraies à la postérité. Car ce n'est pas après 40 ans de métier, que je vais verser dans les « *Fake news* », ou bien me vendre comme un vulgaire Michel Razafy et compagnie. Hélas, il y en aura encore et toujours, tant que certains gens de « là-haut » se comporteront comme sous l'administration coloniale.

**Jeannot Ramambazafy**